Examen en démocratie

Réforme de l’éducation

Le secrétariat d’état responsable de l’éducation souhaite augmenter le niveau des élèves grâce à un système éducatif plus centralisé, comme le suggèrent ses propositions de réforme dans l’enseignement public et l’éducation supérieure.

Le 12 novembre, toutes les écoles de Gyôr étaient fermées. Non pas que le 12 novembre soit un jour férié, mais tous les professeurs étaient conviés à un programme extra scolaire. En effet, la secrétaire d’État responsable de l’éducation, Rózsa Hoffman, avait invité tous les enseignants de cette ville du Nord-Ouest de la Hongrie à participer à un évènement au cours duquel elle a présenté ses propositions de réforme de l’enseignement public. Députée du parti chrétien-démocrate KDNP gouvernant en coalition avec le Fidesz, les premiers pas de Rózsa Hoffman dans la politique avait déjà fait débat cet été suite à ses premières propositions de réforme. Elle avait alors proposé de mettre en place un système de redoublement pour les élèves en première année d'école primaire, ce qui n'était pas le cas auparavant. Cette fois-ci, les propositions concerne l’éducation nationale dans son ensemble, y compris l’enseignement supérieur. Rózsa Hoffman justifie la nécessité de ces mesures par le fait que le système éducatif actuel aurait contribué à la baisse du niveau des élèves et des résultats des étudiants.

Cette proposition attribue en outre au seul ministère de l'éducation nationale le droit de publier le programme de l’éducation nationale alors que, jusqu’à présent, il pouvait choisir d'adopter des conceptions élaborées par d’autres organisations. De

plus, selon la secrétaire d'État, les programmes scolaires devraient introduire un enseignement basé sur des valeurs éducatives appliquées relatives au comportement et la bonne tenue tels qu’ils devraient être exigés à l’école.

Le nouveau programme contient plusieurs point qui nécessitera d'augmenter le budget actuel de l’éducation nationale puisqu’il souhaite notamment réouvrir les écoles fermées en province si au moins huit familles le demandent et les élèves du primaire pourraient bénéficier de manuels scolaires gratuits. Cependant la secrétariat d'État souhaite également diminuer le nombre des livres scolaires et ces derniers appartiendraient aux bibliothèques scolaires.

Cette augmentation du budget pourrait être contre-balancée par la réforme de l’âge scolaire, que le secrétaire d'État envisage de voir diminué à 17 ans au lieu de 18 ans actuellement. Cette mesure va dans le même sens qu’une autre réforme qui envisage de réduire la durée de la formation professionnelle, qui passerait de 4 ans minimum actuellement à 3 ans. Selon le secrétaire d’État, ceux qui participent à ce genre de formation n’ont pas besoin de certains connaissances générales. Parallèlement à cette baisse de l'enseignement théorique, le nombre des cours pratiques devrait augmenter. La réforme prévoit également d'annuler la première année préparatoire dédiée à l’apprentissage intensif des langues dans l’éducation générale, une réforme adoptée par le gouvernement Gyurcsány afin de motiver les élèves à apprendre les langues étrangères. Cependant trois langues seraient obligatoires au lycée.

De plus le nouveau secrétaire d’État souhaite rendre l'enseignement plus strictes dans l’enseignement secondaire général afin de mieux préparer les élèves à l’enseignement supérieur. Elle souhaite ainsi augmenter le nombre des matières dans lesquelles les élèves doivent passer le baccalauréat. Actuellement, les bacheliers ne doivent plancher que sur six matières: la grammaire, le littérature, les mathématiques, l’histoire, une langue étrangère et une matière librement choisie. A partir de 2014, les élèves devraient donc choisir au moins une matière supplémentaire parmi la géographie, la biologie, les sciences physiques et la chimie. Les élèves souhaitant poursuivre leurs études devraient également passer un baccalauréat de niveau supérieur, comprenant deux matières supplémentaires. Actuellement les universités ont le droit de définir leurs conditions d’entrée. (Le baccalauréat avait précédemment été réformé en 2005 et le principe d'un bac à deux niveaux, qui remplaçait alors le concours d’entrée dans l’enseignement supérieur, avait alors été introduit).

Ce processus de réforme ne s'arrête toutefois pas à l'enseignement secondaire puisque, selon la proposition de réforme de l’éducation supérieure, les institutions devrait établir une limite du nombre des examens échoués au-delà de laquelle les étudiants seraient renvoyés de l'université. Le secrétaire d’État Rózsa Hoffman souhaite en outre rétablir le système en vigueur avant le processus de Bologne dans certaines facultés car les diplômes supérieurs ne satisfont pas aux exigences du marché du travail. Les débats parlementaires sur ces propositions débuteront en décembre et le Parlement pourrait adopter ces réformes au printemps prochain.

Judit Zeisler

•

Catégorie
Agenda Culturel